

# CONTRIBUTION

# PROGRESSISTE

Note thématique mensuelle de la Fédération Progressiste



*“L’Europe de la défense est une garantie pour une paix durable, pour nos démocraties et nos libertés fondamentales.”*

par **Joaquim PUEYO**,  
Vice-président de la Fédération Progressiste,  
Président-Maire d’Alençon  
Ancien Député de l’Orne, vice-Président de la commission de la Défense nationale

**D**ans quelques mois, les citoyens européens seront appelés aux urnes pour désigner leurs représentants au Parlement européen. De nombreux thèmes feront l’objet de débats. Certains seront polémiques et vifs : la migration, l’espace Schengen, la technocratie européenne, l’élargissement aux pays d’Europe centrale et orientale, le financement des politiques d’intervention comme la politique agricole commune, les fonds structurels ou la règle des 3% fixée par le traité de Maastricht.

En revanche, d’autres thèmes seront plus consensuels et mobilisateurs: le défi climatique, l’énergie, l’environnement, la santé, le progrès social, le numérique, les nouvelles technologies, la protection des données et la question de la paix.

Face aux menaces externes qui s’amplifient, une majorité de citoyens européens sont inquiets pour leur sécurité et la préservation de la paix qui est devenue au fil des années l’acquis le plus positif de l’Union Européenne.

**C’est pourquoi, le thème de la défense européenne doit redevenir une priorité même si l’OTAN reste pour la plupart des européens et notamment ceux d’Europe centrale, la meilleure protection militaire.**

**“L’Europe doit se prévaloir d’être une puissance géopolitique et un acteur de sécurité au niveau international.”**

.../...

**L'évolution d'une politique de sécurité et de défense commune vers une Europe de la défense est un chemin long et difficile, mais qui progresse.**

En 2003, la première stratégie européenne de sécurité commençait par ses mots :  
« *L'Europe n'a jamais été aussi prospère, aussi sûre ni aussi libre* »

Mais 10 ans plus tard, en 2013, le Président François Hollande déclarait devant le parlement européen : « *Nous devons avoir la lucidité indispensable pour élaborer une stratégie pour conduire une véritable politique extérieure commune et pour avoir une défense européenne. La France y est prête* ».

En 2017, quatre ans plus tard, devant le Parlement européen, Jean Claude Juncker, Président de la commission européenne a appelé à l'action de l'Union en matière de Défense « d'ici 2025, nous devrions disposer d'une Union Européenne de la Défense opérationnelle ».

Et cette année, en 2023, soit six ans plus tard, Emmanuel Macron, Président de la République lors du forum Globsec à Bratislava, consacré aux questions de sécurité en Europe a déclaré « *qu'une Europe de la Défense est indispensable* ». Ajoutant, quelques semaines plus tard « *C'est vraiment l'Europe qui protège l'Europe et c'est au fond ainsi qu'on devrait résumer le cœur de notre projet* ».

Aujourd'hui, ces propos résonnent tant ils sont justes et pertinents. Et les crises extérieures depuis plusieurs années le démontrent bien, que ce soit l'agression militaire de la Russie contre l'Ukraine,

la situation de certains pays africains au Sahel, la persistance des réseaux terroristes et islamistes et plus récemment la situation au Proche et Moyen Orient. Depuis 2016, de nombreuses initiatives ont été lancées afin de donner toute sa portée à une politique de sécurité et de défense commune consacrée par le traité de Lisbonne en 2007.

Ce fut tout d'abord par la présentation d'une stratégie globale pour la politique étrangère et de sécurité de l'Union Européenne. Par la suite, la création d'un Fonds européen de la défense consacré à la recherche en matière de défense, la mise en place de capacités de défense et les possibilités de mettre en œuvre la coopération structurée permanente ont donné toute sa portée à une politique de sécurité et de défense commune.

Enfin, l'adoption de la boussole stratégique en matière de sécurité et de défense par les chefs d'État et de gouvernement le 24 mars 2022, fixe un cap clair et ambitieux pour les dix prochaines années, pour renforcer la liberté d'action et la résilience des Européens. C'est une nouvelle étape dans la politique de défense et de sécurité de l'Europe pour agir partout où son action serait sollicitée.

Les crises actuelles, les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité que nous constatons aux portes de l'Europe suscitent de grandes inquiétudes. **Les citoyens européens attendent de l'Union Européenne qu'elle les protège et si nous voulons répondre à leurs préoccupations, nous devons renforcer et accélérer le processus de l'Europe de la Défense.** C'est à cette condition seulement qu'elle retrouvera à leurs yeux toute sa légitimité.

## Quels axes pour une Défense européenne plus autonome ?

**1-Renforcer la coopération entre les industries européennes de la défense** et investir massivement pour soutenir et moderniser cette industrie, sans laquelle l'autonomie stratégique que poursuit l'Union serait réduite à néant.

Certes, le fonds européen de défense aura un budget de 8 milliards d'euros pour la période de 2021-2027, mais une volonté politique de l'ensemble des états de l'Union est indispensable pour atteindre cet objectif.

**2-Lancer une force européenne d'intervention plus conséquente et mobilisable rapidement en cas d'urgence, en complémentarité avec l'OTAN.**

En effet, l'OTAN est aujourd'hui incontournable dans la Défense européenne et l'Europe de la défense ne se construira pas sans l'OTAN ni contre l'OTAN. Toutefois, nous ne sommes pas à l'abri, dans le futur à une réorientation des intérêts sécuritaires américains vers une nouvelle stratégie qui pourrait fragiliser l'Alliance atlantique. C'est pourquoi, la question d'une Défense européenne autonome sur le plan opérationnel et stratégique peut se poser à moyen terme. Le chemin est encore long mais nous devons être prêts pour assurer la protection des Européens face aux menaces et à leur multiplication dans le monde.

## L'Europe de la défense doit être un thème majeur des élections européennes.

Nous devons entendre les préoccupations des citoyens européens s'agissant de leur sécurité, intérieure comme extérieure. Nous avons l'opportunité lors de ces élections européennes de relancer un véritable débat sur ce sujet car nous savons qu'il y a un fossé entre les états et certains partis politiques préoccupés d'abord de leur souveraineté nationale. Mais nous savons aussi qu'une majorité de citoyens européens, soucieux de paix et de sécurité, sont conscients que les seules réponses nationales seront très insuffisantes. Si l'Europe devait décevoir cette attente, elle nourrirait le sentiment anti-européen et c'est la construction européenne elle-même qui serait fragilisée.

**L'Europe doit se prévaloir d'être une puissance géopolitique et un acteur de sécurité au niveau international.** Nous le voyons, ce chantier est en cours mais il est indispensable qu'il s'accélère pour le bien commun de notre humanité et des 450 millions citoyens européens.

**En juin prochain, la question sur l'Europe de la Défense sera incontournable si nous ne voulons pas que le doute et le nationalisme prennent le pas sur cet espace de paix où la démocratie et les libertés fondamentales sont préservées ●**